

Recherches sociographiques



La mobilité au coeur de la francophonie canadienne Mobility, the necessary condition of French Canada

Monica Heller, Lindsay Bell, Michelle Daveluy, Hubert Noël et Mireille McLaughlin

Volume 55, numéro 1, janvier-avril 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025646ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025646ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Heller, M., Bell, L., Daveluy, M., Noël, H. & McLaughlin, M. (2014). La mobilité au coeur de la francophonie canadienne. *Recherches sociographiques*, 55(1), 79-104. <https://doi.org/10.7202/1025646ar>

Résumé de l'article

L'image dominante associée aux francophones du Canada est celle de la sédentarité de collectivités bien ancrées dans un territoire et s'y reproduisant. Cette vision gomme presque complètement les formes de mobilité, pourtant liées depuis toujours à l'emploi des travailleurs francophones comme main-d'oeuvre de réserve mobile, aussi bien dans le système économique colonial classique que dans l'économie capitaliste mondialisée d'aujourd'hui. Dans ce texte, nous explorons l'interdépendance passée et actuelle de la mobilité et de la sédentarité dans la construction de l'identité des francophones au Canada, à partir des résultats d'une enquête ethnographique reliant les populations francophones de la péninsule acadienne à celles du nord-ouest du pays. Nous montrons que l'effacement des travailleurs mobiles au sein des représentations officielles des francophones au Canada (dont celle de la vitalité) contribue à créer des inégalités, mais que cet effacement est de moins en moins soutenable.



LA MOBILITÉ AU CŒUR DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Monica HELLER, Lindsay BELL, Michelle DAVELUY,
Hubert NOËL et Mireille McLAUGHLIN

L'image dominante associée aux francophones du Canada est celle de la sédentarité de collectivités bien ancrées dans un territoire et s'y reproduisant. Cette vision gomme presque complètement les formes de mobilité, pourtant liées depuis toujours à l'emploi des travailleurs francophones comme main-d'œuvre de réserve mobile, aussi bien dans le système économique colonial classique que dans l'économie capitaliste mondialisée d'aujourd'hui. Dans ce texte, nous explorons l'interdépendance passée et actuelle de la mobilité et de la sédentarité dans la construction de l'identité des francophones au Canada, à partir des résultats d'une enquête ethnographique reliant les populations francophones de la péninsule acadienne à celles du nord-ouest du pays. Nous montrons que l'effacement des travailleurs mobiles au sein des représentations officielles des francophones au Canada (dont celle de la vitalité) contribue à créer des inégalités, mais que cet effacement est de moins en moins soutenable.

Mots-clés : francophonie canadienne, mobilité, vitalité, travail, imaginaire national

Deux figures contrastées symbolisent historiquement la francité en Amérique du Nord : l'habitant et le coureur des bois¹. L'habitant domine dans le discours sur la nation francophone en Amérique du Nord, comme témoin de l'ancrage territorial et de la capacité de reproduction de cette nation. Même transformé par la modernité, l'idéal francophone affiché

1. Nous tenons à remercier le comité éditorial de *Recherches sociographiques* ainsi que les évaluateurs anonymes pour la pertinence de leurs critiques et commentaires.

demeure celui d'une collectivité autonome et uniforme et il met l'accent sur la sédentarité aux dépens de la mobilité, qui caractérise pourtant tout autant les francophones du Canada, comme nous allons le voir.

Même si l'on est loin du temps des coureurs des bois, la question de la mobilité demeure en effet essentielle pour penser la francophonie canadienne. Pourtant, elle pose problème aux instances associatives et gouvernementales chargées de l'institutionnalisation de la francophonie canadienne aujourd'hui. Par exemple, dans la péninsule acadienne, l'un des bastions traditionnels de la francophonie canadienne, le discours public met l'accent sur la décroissance démographique qui y sévit depuis les années 1980 et les divers paliers de gouvernement investissent, chaque année, dans des initiatives d'entrepreneuriat jeunesse visant la rétention des jeunes travailleurs francophones. Que ce soit à l'autre extrémité du Canada, dans les Territoires du Nord-Ouest (TNO), ou à Fort McMurray, en Alberta, les associations francophones peinent à recruter des membres pour leurs activités, alors même que le nombre de francophones qui y travaillent ne cesse d'augmenter. Dans les deux cas, la mobilité des francophones est effacée au nom d'une certaine conception sociopolitique de la francophonie : celle d'une collectivité ancrée dans son territoire, composée de francophones qui choisissent de lutter pour la survie de la langue française en Amérique.

Pourquoi donc effacer la mobilité? C'est que le discours sur la « vitalité » est devenu dominant dans les politiques relatives à la francophonie canadienne ainsi que dans les pratiques de gouvernance qui y sont associées. La mobilisation politique de la francophonie s'est construite sur la base d'une idéologie reliée à l'émergence de l'État-nation au 19^e siècle et à ses pratiques étatiques de gouvernance, c'est-à-dire des techniques de gestion de la population qui tirent leur légitimité du fait qu'elles sont objectives et scientifiques et qui ont été pensées en fonction de ce qui était considéré comme offrant une bonne qualité de vie et constituant le bien commun (la collectivité) (FOUCAULT, 2004; GORDON, 1991; SCOTT, 1998). Les États-nations ont favorisé la construction de nations enracinées, à la fois linguistiquement, culturellement et historiquement homogènes, et jouissant de niveaux de vie mesurables (taux de mortalité ou taux de scolarisation par exemple). La mise en place du nationalisme canadien a conduit dans ce contexte les francophones canadiens à mener des luttes pour assurer leur participation au processus décisionnel canadien tout en maintenant leur spécificité culturelle (HAQUE, 2012; McLAUGHLIN, 2012) : la gouvernance franco-canadienne s'est alors appropriée le concept de nation pour mesurer la « vitalité » des collectivités francophones (FORGUES, 2010; THÉRIAULT, 1994). Cette notion de vitalité a conduit à développer des techniques de gestion qui mettent l'accent sur la stabilité de la population, sa « complétude institutionnelle » (BRETON, 1964), son homogénéité linguistique et culturelle et le sentiment d'appartenance de ses membres.

À partir d'enquêtes ethnographiques de parcours reliant les TNO et le nord de l'Alberta avec l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick, nous examinons dans cet article les liens entre, d'une part, la francophonie institutionnalisée et les programmes et pratiques étatiques qui visent sa reproduction et d'autre part, les processus économiques conduisant au maintien d'un effectif important de

francophones mobiles². Nous mettons ainsi en évidence la dynamique complexe qui relie les francophones comme catégorie de travailleurs aux conditions spécifiques de l'économie nord-américaine. De là naît une tension entre, d'une part, les images dominantes de la nation ancrée à un territoire, voire à la nature elle-même (HOBBSAWM, 1990 ; WILLIAMS, 1973), et, d'autre part, les diverses formes de mobilité géographique inhérentes au nouveau capitalisme.

NATION ET VITALITÉ

Le discours actuel sur la francophonie nord-américaine est basé sur le discours dominant de l'État-nation aux 19^e et 20^e siècles et sur les revendications de groupes minoritaires (DUCHÊNE, 2008; HOBBSAWM, 1990; JAFFE, 1999; McDONALD, 1989). Il vise à établir l'existence d'une population stable dans son implantation territoriale comme dans ses pratiques linguistiques et culturelles et proche de la nature. Les bastions traditionnels de la francophonie nord-américaine sont ruraux et sont reliés à l'extraction des ressources naturelles. Le déplacement de francophones autrement qu'au sein de programmes de colonisation menés par les élites est considéré comme un problème par ces mêmes élites, quoique cette mobilité soit aussi ancienne que la sédentarité. Aujourd'hui encore, par exemple, les politiques fédérales d'appui aux « communautés de langue officielle en milieu minoritaire » insistent sur l'importance de retenir les jeunes dans leur région rurale d'origine, car on suppose que leur urbanisation entraînerait leur assimilation (HELLER, 2005; SILVA et HELLER, 2009). Pourtant, non seulement cette urbanisation n'est pas irréversible pour toutes les catégories de la population (pensons aux filles travaillant comme domestiques et qui retournaient chez elles pour fonder une famille, par exemple), mais elle a

2. Les données proviennent du projet *Mobilité, identité et nouvelle économie : une ethnographie multi-sites*, subventionné par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Nous remercions les autres membres de notre équipe, Joan Pujolar et Maurice Beaudin, ainsi que les nombreux participants à cette recherche à l'échelle du Canada. Nous sommes également reconnaissants envers Marcel Martel pour sa contribution à notre réflexion, et à Alexandre Duchêne pour ses commentaires sur une version antérieure de cet article. Dans le nord du Nouveau-Brunswick, nous avons réalisé 25 entretiens avec des individus, parfois seuls, mais aussi en couple ou en groupe. Nous avons participé aux activités et assisté aux événements culturels ou économiques de sept associations, dont le Congrès mondial acadien d'août 2009. En Alberta, nous avons réalisé 87 entretiens avec des individus, observé des activités organisées par quatre associations et assisté à nombre d'événements culturels ou économiques. Nos activités dans le nord de l'Alberta nous ont emmené dans les villes d'Edmonton, Beaumont, Fort McMurray et Cold Lake (où un chercheur de notre équipe, Gabriel Asselin, a séjourné plusieurs mois). Quant aux TNO, des francophones de chaque région du Canada s'y retrouvent et, de plus en plus, d'à travers le monde. Une des chercheurs, Lindsay Bell, a passé 18 mois aux TNO pour saisir les trajectoires des individus et des institutions ainsi que les changements économiques en cours. À Yellowknife et Hay River, notre équipe a réalisé 28 entretiens avec des individus, observé les activités de quatre associations et assisté à 12 événements culturels ou économiques (foire d'emplois, spectacles, réunions des associations culturelles, événements de réseautage, soupers multiculturels).

contribué aussi à la construction d'une francophonie urbaine qui a joué un rôle clé dans la conscientisation politique des francophones au Canada et qui revendique de plus en plus ouvertement sa légitimité comme espace de représentation discursive (HELLER, 2011; McLAUGHLIN, 2013).

Les outils au service de l'État-nation sont institutionnalisés depuis le 19^e siècle : le recensement, le sondage, l'entrevue, la carte, l'élicitation linguistique sont utilisés par de nouvelles disciplines comme la démographie, l'anthropologie, le folklore, la linguistique ou la sociologie (FOUCAULT, 2004; GAL, 1995; KERTZER et AREL, 2002; SCOTT, 1998; URLA, 1993). Pour gérer la population et revendiquer des ressources, notamment auprès du gouvernement fédéral du Canada, quantifier le nombre de francophones est fondamental. Ces données sont également considérées essentielles dans le cadre des politiques linguistiques, scolaires et d'immigration. La démolinguistique émerge alors comme discipline, notamment à Statistique Canada et dans les universités et agences paragonnementales québécoises, comme l'Office québécois de la langue française, avec entre autres comme objectif de mesurer si la population francophone se maintient, augmente ou diminue. Or le recensement, principale source des données qui alimentent ces études, ne peut repérer que les formes de mobilité marquées par un changement d'adresse, tout ce qui relève d'autres formes de déplacements, aussi réguliers ou significatifs soient-ils, lui échappant³.

Au-delà du simple jeu des effectifs, on scrute la collectivité pour savoir si elle a les caractéristiques d'un organisme sain ou, du moins, « normal ». Ce concept a d'abord été formulé théoriquement en Catalogne dans les années 1960 et 1970 (ARACIL, 1982), puis il a été transposé au Canada français sous la forme de « complétude institutionnelle » par Raymond BRETON (1964, 1984; voir aussi CARDINAL et HIDALGO, 2012) et plus tard dans le discours de la normalité par Camille Laurin, architecte de la Charte de la langue française. Il s'agit d'examiner le nombre et l'éventail des institutions sociales fonctionnant en français et leur capacité à créer ou à reproduire un sentiment d'appartenance.

Il n'est donc guère surprenant dans ce cadre que les producteurs du savoir concernant la francophonie canadienne demeurent majoritairement des sociologues, des linguistes et des démographes. Ajoutons à ce groupe les psychologues sociaux, qui se trouvent à l'intersection de la compréhension des collectivités comme groupes sociaux et comme entités organiques. S'appuyant sur les travaux de Giles, LANDRY et ALLARD (1996) ont ainsi construit une mesure de la vitalité : si un certain nombre d'indicateurs socioéconomiques ont des valeurs positives, une collectivité est considérée comme « normale » et « en santé » (population, reproduction d'espaces

3. Par exemple, en 2012, Statistique Canada a reconnu avoir surestimé le nombre de foyers homosexuels au recensement de 2011, car notamment tous les répondants partageant une adresse à Fort McMurray avaient été considérés comme tels alors qu'il s'agissait de personnes du même sexe (le plus souvent des hommes) vivant comme colocataires pendant leur séjour temporaire en Alberta et dont les conjointes (ou conjoints) étaient demeurées dans leur province d'origine voir [<http://www.cbc.ca/news/canada/story/2012/09/19/census-same-sex-marriage-family.html>], consulté le 20 décembre 2012.

unilingues qui permettent un bilinguisme « additif », institutions de langue française, éventuellement taux de scolarité, revenu au minimum moyen, bonne santé physique) et donc viable, voire « vitale » (voir SILVERSTEIN, 1996, sur l'idéal monoglottique et THÉRIAULT et MEUNIER, 2008, sur l'intention vitale du Canada français).

Le concept de vitalité a même été adopté en 1988 par le gouvernement fédéral du Canada, qui y a vu une bonne manière de formuler ses politiques à l'égard des collectivités de langue officielle du pays, ainsi que de mesurer les résultats de leur mise en œuvre. Ont suivi maintes études sur la vitalité ethnolinguistique, surtout celle des collectivités francophones dites « en milieu minoritaire » (c'est-à-dire ailleurs qu'au Québec) afin de réfuter le discours québécois cherchant à délégitimer le « Canada anglais » comme milieu de vie favorable aux intérêts des francophones. L'objectif de l'exercice est de savoir dans quelle mesure la francophonie canadienne se porte bien en dehors du Québec, tenant pour acquis que « bien se porter » signifie, selon les logiques de l'État canadien et son point de vue statistique, une population sédentaire, bien ancrée dans un territoire, dont les effectifs se maintiennent et qui a des pratiques langagières unilingues (ou du moins bien séparées des autres langues du milieu, notamment de l'anglais). À quelques exceptions près (dont BERNARD, 1991; FRENETTE, 1998; RAMIREZ, 1991; MORISSONNEAU, 1978), même les historiens privilégient une histoire d'implantation à une histoire de mouvement. C'est-à-dire que les études sur la francophonie, et les politiques qui en découlent, effacent la mobilité ou l'abordent comme problème, car elle fait peser sur la population la menace de s'éparpiller et de disparaître.

INSTITUTIONS ET VITALITÉ DES FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE

En juin 2009, à Yellowknife, la capitale des TNO, nous avons assisté au bureau de tourisme à un cinq à sept organisé par la Fédération franco-ténoise (FFT), porte-parole de la collectivité francophone des TNO. Fondée en 1978, cette association s'est ajoutée aux associations provinciales des milieux francophones devenus « minoritaires » depuis le retrait du Québec du Canada français (MARTEL, 2003). Comme elles, la FFT relie la politique du gouvernement fédéral du Canada aussi bien que celle des TNO (et leurs fonds) aux intérêts d'une collectivité francophone pensée dans son territoire et son enracinement et formant une entité fondamentalement politique. L'événement en question faisait ainsi partie des tentatives régulières de la FFT de créer à la fois un espace de sociabilité pour les membres de la collectivité et une forme de visibilité dans le groupe majoritaire – d'où sa tenue en plein air en plein cœur de Yellowknife, au début d'une longue soirée d'été.

À part deux chercheuses du « sud », qui était présent? Une trentaine de personnes, pour la plupart rattachées aux institutions de la collectivité, toutes issues de politiques fédérales vouées au maintien de la dualité linguistique : outre la FFT s'y trouvaient représentés l'école de langue française, le CDÉTNO (le Conseil de développement économique des TNO), le Centre franco-culturel de Yellowknife et la radio communautaire. Il y avait aussi des membres francophones des forces armées canadiennes, qui ont un bureau important à Yellowknife, et des médias nationaux, organismes tous tenus d'assurer une présence francophone dans la

région. Il y avait enfin un groupe de jeunes Québécois, venus dans les TNO pour des emplois d'été, et quelques personnes proches de la retraite et ayant choisi de finir leur carrière dans le Nord afin de maximiser leur pension. Souvent, ces personnes appartenaient à des catégories qui se recoupaient : par exemple, une jeune artiste québécoise en route pour un stage de *woofing*⁴ en Californie défrayait une partie des frais de son voyage par le biais d'un emploi à la FFT; son conjoint avait trouvé quant à lui du travail dans un centre de jardinage dont la copropriétaire était francophone et embauchait pour l'été au sein du réseau des jeunes *franco-mobiles* (DAVELUY, 2008); la femme d'un soldat était responsable du centre franco-culturel pour la durée du mandat de son mari dans les TNO.

Très rapidement, un paradoxe se dessine. L'événement censé affirmer la présence d'une collectivité locale ayant droit comme nous l'avons vu à sa « complétude institutionnelle » (BRETON, 1964) (école, médias, gouvernance, soins de santé) accueille en fait des individus ayant des parcours de mobilité qui les conduisent à ne faire que traverser les TNO. Pour certains, le réseau institutionnel de la francophonie permet de trouver un point d'attache lors d'un séjour temporaire dont l'objectif est autre (travail, mobilité plutôt altermondialiste, tentative de rejoindre la nature ou de fuir la sédentarité). Ce passage est rendu possible par l'accès privilégié aux ressources avant tout économiques destinées aux francophones, et qui se révèlent ici indispensables à la réussite de leurs projets, quels qu'ils soient.

Pour d'autres, c'est une manière de s'insérer dans un marché francophone dont le centre est ailleurs mais qui reconnaîtra l'expérience acquise en milieu périphérique. Les jeunes peuvent ainsi être embauchés grâce à un programme fédéral d'emploi qui vise non seulement à les aider à s'insérer sur le marché du travail, mais qui cherche aussi explicitement à familiariser les francophones du Québec avec ceux du reste du Canada francophone. Plusieurs jeunes hommes, dont le conjoint de notre artiste du Saguenay, travaillent dans le centre de jardinage que nous avons déjà mentionné. Parmi eux, on trouve un Français en quête d'aventure et de pratique de la langue anglaise (il espère faire un long voyage en kayak dans l'océan Arctique) et un Abitibien formé au voyage dès l'enfance. Ce dernier est à la recherche de véritables expériences de solitude dans la nature et de sérénité. Il dit que chez lui, derrière chaque lisière de forêt, on trouve de vastes domaines de coupe à blanc. Les TNO lui permettent aussi d'échapper aux tensions politiques avec lesquelles il a grandi : selon lui, au Québec, on est obligé d'être soit souverainiste soit fédéraliste (« *full-patch* bleu ou *full-patch* rouge » selon ses termes) et il ne veut pas entrer dans ce débat, encore moins prendre position.

La forte mobilité de cette population pose un problème évident pour les institutions, car elles doivent assurer une certaine continuité malgré le roulement constant de leur personnel et elles doivent également faire la démonstration de l'efficacité des investissements fédéraux. C'est un problème de légitimité, dans

4. Il s'agit d'activités bénévoles dans le cadre de réseaux internationaux d'agriculture biologique (dont le *Worldwide opportunities in organic farms*, le *woof*).

la mesure où ces institutions sont censées fournir des services à une population permanente, la collectivité franco-ténoise. Cela dit, en tant que capitale, Yellowknife dispose de suffisamment d'institutions permanentes reliées à l'État pour compter sur un certain degré de stabilité. Dans d'autres cas, l'économie est basée sur d'autres secteurs et la mobilité de la population francophone pose de ce fait des problèmes plus complexes aux institutions en quête de pérennité.

Par exemple, de l'autre côté du Grand Lac des Esclaves, à Hay River, on trouve deux antennes des institutions franco-ténoises : l'école de langue française et l'association culturelle. Comme l'indique la coordonnatrice de l'association culturelle, pendant très longtemps un groupe de parents a lutté pour avoir une école de langue française et l'association a servi de point de ralliement pour cette lutte. Depuis que l'école existe, l'association n'attire plus personne. La coordonnatrice dit ainsi passer son temps à écrire des demandes de subvention aux agences fédérales ou des rapports et ne pas avoir une minute pour l'animation qui, de toute façon, ne semble pas trouver preneur. L'école, pour sa part, est critiquée par certains anglophones qui considèrent qu'elle attire trop de non francophones aux dépens de leur propre école.

Mais Hay River n'a pas le même genre de population que Yellowknife : en dehors de l'école, l'association culturelle, avec son poste de coordination, est la seule source d'emploi directement relié à la francité (ces emplois étant, il faut le dire, pour la plupart occupés par des femmes). Le personnel enseignant est souvent dans une position similaire à celle des journalistes de Yellowknife : plusieurs sont de jeunes Québécois ou Acadiens en quête d'expérience et d'aventure, qui ne comptent donc pas faire carrière à Hay River, ni même aux TNO. Par ailleurs, à Hay River, les emplois sont souvent saisonniers car la ville sert de plaque tournante pour le transport des biens vers le Grand Nord, qui se fait en grande partie par bateau entre mai et octobre.

Ces tensions ne concernent pas spécifiquement les institutions francophones, mais elles s'ajoutent aux tensions entre mobilité et sédentarité qui caractérisent plus généralement la région, des TNO jusqu'en Alberta, où l'exploration et l'extraction des matières premières sont au cœur de l'économie. Le cycle d'expansion et de restriction du secteur primaire (diamants aux TNO, exploration pétrolière au nord de l'Alberta) rend difficile la gestion de la main d'œuvre : les compagnies privilégient alors la flexibilité, afin d'augmenter l'embauche en temps de forte croissance et de la réduire lors des ralentissements. Elles cherchent aussi à maximiser l'exploitation des ressources. Elles encouragent le travail pendulaire : les travailleurs sont à l'œuvre de manière presque constante pendant quelques semaines, pour ensuite rentrer chez eux pendant quelques semaines. Il est parfois moins cher de maintenir la main d'œuvre sur place, et des municipalités comme Hay River, Yellowknife ou Fort McMurray en Alberta sont alors aux prises avec de gros problèmes de gestion des besoins de leurs citoyens, dont les effectifs précis sont de surcroît difficiles à établir. Elles peuvent difficilement obtenir des ressources pour le développement d'infrastructures et de services si elles n'ont pas une base permanente de population et les moyens de prévoir les besoins des travailleurs qui viennent pour quelques semaines, mois ou années, en fonction des besoins de l'industrie.

Ceci dit, les municipalités cherchent à se créer un « ici » dans des conditions de mobilité nationale (voire internationale) constante, dont la mobilité franco-canadienne fait partie. Par exemple, à Fort McMurray, le centre communautaire est rapidement devenu un centre de ressources pour les chercheurs d'emploi. L'école symbolise le rêve de la sédentarité et le centre tient compte de la population mobile d'où pourrait émerger la sédentarité. Mais les chercheurs d'emploi francophones, pour la plupart des hommes, fréquentent peu les institutions francophones et le centre d'emploi s'est finalement fait absorber par le centre d'emploi du gouvernement fédéral au centre-ville (DAVELUY, 2011).

Ces tensions ont été palpables dans les résultats d'une enquête sur la vitalité commanditée par la Fédération franco-ténoise et menée dans les TNO peu avant notre arrivée et publiée peu après notre séjour (ROBINEAU *et al.*, 2010). La FFT voulait obtenir un profil de sa communauté afin de revendiquer d'une manière crédible les services et les ressources nécessaires à la construction d'une communauté dynamique de langue française dans les TNO (Fédération franco-ténoise, 2002). Avec ses organismes-sœurs au Nunavut et au Yukon, elle s'est donc inscrite pour une série d'études menées par l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML). Ces études sont fondées sur l'observation du degré de « complétude institutionnelle » ainsi que du sentiment d'appartenance des francophones. Les rapports sont ensuite utilisés dans les négociations entre le secteur associatif et le secteur étatique au sujet de la distribution des ressources de l'État ou de la gouvernance (CARDINAL et HUDON, 2001; FORGUES, 2007).

L'enquête a pris comme point de départ le réseau associatif en place et a utilisé une méthode boule-de-neige afin de rejoindre un échantillon plus large de francophones (ROBINEAU *et al.*, 2010). Le rapport indique néanmoins que même ceux et celles qui sont de près ou de loin liés à ce milieu viennent d'ailleurs et sont souvent de passage, ce qui pose des problèmes selon les auteurs du rapport. Ils concluent que la communauté franco-ténoise doit composer avec la mobilité de ses membres afin de combler les lacunes dans son réseau institutionnel et s'implanter définitivement. Cette implantation est considérée comme l'aboutissement logique du processus de construction de la francophonie dans les TNO :

La taille réduite en nombre et en proportion de la population francophone, couplée à sa grande mobilité et à sa pluralité d'origines, conditionnent le sentiment d'appartenance de cet effectif à la communauté francophone. On observe, en effet, que les francophones arrivent souvent dans les territoires sans savoir qu'ils vont y trouver une communauté qui partage la même langue. En outre, la plupart affiche l'assurance que montrent ceux qui proviennent de milieux majoritaires et ne saisissent pas les enjeux de la vie en milieu minoritaire. Ce phénomène crée des communautés transitoires, qui prennent l'allure d'un relai. Rares sont à cet égard les « gardiens de la mémoire ». L'attraction de ces individus vers la dynamique communautaire francophone exige un effort constant de mobilisation de la part des groupes d'aspiration francophones (ROBINEAU *et al.*, 2010, p. 32).

Le rapport de l'ICRML témoigne de « l'effort constant » nécessaire afin de colmater le décalage entre rêve et réalité. Nous avons en effet évoqué plus haut

les formes de mobilité qui caractérisent même ceux et celles qui sont directement impliqués (consciemment ou non) dans la complétude institutionnelle de la « francophonie boréale » (ROBINEAU *et al.*, 2010), ainsi que quelques parcours d'altermondialistes pour qui le français sert surtout au réseautage.

À l'opposé de ces cas de figure, certains francophones sont peu impliqués dans les réseaux institutionnels de la francophonie, même si c'est souvent en leur nom qu'on réclame la création de ces institutions. Les histoires présentées ici illustrent la complexité de ce lien entre mobilité et sédentarité, dans des parcours qui échappent aux principaux outils de mesure de la vitalité dont nous venons de traiter.

REPENSER « LE PROBLÈME DE L'EXODE »

Janvier 2009 : dans une salle de réunion, à Shippagan, dans la péninsule acadienne, nous rencontrons des représentants du mouvement coopératif, de la planification économique régionale et de la formation. Une éducatrice cherche des moyens pour augmenter le niveau de scolarité des jeunes de la région, tandis que d'autres personnes essaient de créer des emplois pour les y maintenir. Tous sont préoccupés par « le problème de l'exode » : ils ont peur que la francité acadienne de la péninsule disparaisse si son économie n'offre pas assez d'emplois intéressants.

L'éducatrice a invité son gendre, Henri, à la réunion. Elle pense que son histoire est révélatrice et que nous devrions l'entendre. Elle-même y attache beaucoup d'importance, en tant que professionnelle vouée à la construction d'une collectivité locale prospère, étant donné que son propre gendre a quitté la région pour gagner son pain.

Henri était pêcheur, ce qui est assez typique pour un homme de la péninsule acadienne. Comme l'habitant et le coureur des bois, le pêcheur est un emblème de la francophonie. C'est un personnage proche de la nature, et dont les absences soutiennent la collectivité qui l'attend au bord de la mer, dans laquelle il revient et où il demeure lorsqu'il ne peut pas sortir en mer. La crise du poisson de fond, qui a commencé au début des années 1990, a réduit ses possibilités d'emploi comme homme de bord. Il a essayé la pêche à l'anguille et l'aquaculture, sans succès. Puis il est devenu père et ses responsabilités financières ont augmenté. Son oncle l'a appelé de Fort McMurray, où il se trouvait avec d'autres hommes de la famille pour travailler dans les chantiers d'extraction de sables bitumineux. Les compagnies de pétrole ainsi que leurs divers sous-contractants cherchaient de la main d'œuvre. Henri est allé à Fredericton se qualifier comme échafaudeur et a vite trouvé un emploi à « Fort Mac », comme on l'appelle communément.

Malgré son séjour à Fredericton, ville à très forte majorité anglophone, il dit qu'à son arrivée en Alberta « tout ce qu'[il] savai[t] de l'anglais, c'était *yes*, *pis no*, *pis toaster* ». Au cours des trois semaines de formation sur place, il constate que les équipes de travailleurs temporaires venus d'Asie ont des traducteurs qui les accompagnent, ce qui n'est pas le cas des francophones canadiens. Lorsque nous lui avons demandé comment il a fait, il a répondu que c'était difficile, qu'il fallait

vraiment écouter très attentivement, avec beaucoup de concentration, mais qu'il a fini par apprendre. Son bilinguisme lui a valu une promotion comme intermédiaire entre les contremaîtres et les travailleurs pour la transmission des informations.

Deux ans plus tard, lors d'un nouveau séjour à Shippagan, nous prenons de ses nouvelles. Henri est revenu dans son milieu d'origine, trouvant finalement l'éloignement trop difficile à vivre. De plus, l'industrie du pétrole a connu un ralentissement, ce qui a entraîné la fermeture temporaire de plusieurs sites et la mise à pied d'un certain nombre de travailleurs.

Sans Henri et les hommes de sa famille, ni sa belle-mère, ni, d'ailleurs, les institutions éducatives où l'éducatrice comme nous travaillons et où nous nous sommes réunis ne pourraient subsister, c'est-à-dire que la collectivité que l'on essaie de préserver n'existerait pas sans la mobilité d'une partie de sa population. Ces institutions existent en effet parce qu'elles sont revendiquées pour une collectivité ancrée dans la région, mais celle-ci ne peut pas exister sans l'appui économique de ses membres en mobilité. Les *mobiles*, de leur côté, ont besoin des *fixes* comme port d'attache. Le réseau mobile est intimement relié au réseau sédentaire : il s'agit de membres d'une même famille, d'un même quartier, d'une même paroisse.

Même si la mobilité est caractéristique de nombreuses familles de l'Est, le discours du « problème de l'exode » n'en révèle pas les dimensions sociales, politiques et économiques, liées à l'organisation de la main d'œuvre à l'échelle du Canada. De plus, les déplacements liés au travail comportent une dimension de précarité qui va au-delà de tout nationalisme ethnolinguistique.

L'exemple de la famille LeBlanc, officiellement domiciliée dans la péninsule acadienne, permet de comprendre à quel point la précarité d'emploi (travail contractuel pour l'Ouest ou rémunération dans l'Est) constitue un défi pour le discours de la sédentarité : elle crée des tensions dans la vie familiale et ne permet ni une sédentarité dans la région d'émigration, ni dans celle d'immigration. Les parents, Antoine et Manon, habitent avec leur fille cadette alors que leurs deux fils, Philippe et Martin, habitent chacun avec leur conjointe, dans la même région. Nous avons rencontré Antoine, Philippe et Martin par hasard un jour où nous nous rendions en voiture de Hay River à Yellowknife. Plusieurs ponts longent cette route, dont le Deh-Cho, ouvert en décembre 2012 mais qui à l'époque était en construction au-dessus du fleuve Mackenzie, ce qui rendait ce dernier traversable en voiture seulement en hiver sur le pont de glace, ou en été par traversier. L'amélioration de cette route a eu pour but de faciliter l'extraction de ressources de l'Arctique ainsi que de renforcer la mainmise de l'État canadien sur ce territoire.

Antoine, Philippe et Martin font alors partie d'une équipe francophone employée par un contracteur néo-brunswickois pour améliorer l'un des ponts. Ils partagent le camp où ils mangent et dorment avec une seconde équipe, anglophone, employée par le même entrepreneur en construction, et qui travaille un peu plus loin sur la construction du grand pont sur le Mackenzie. En tant que contremaître, Antoine contrôle jusqu'à un certain point la sélection des membres de son équipe. Les équipes qu'il forme ont tendance à être francophones, non pas parce que la langue française est un critère de sélection, mais plutôt parce que, selon lui, il

connaît mieux les francophones et travaille mieux avec eux. Ses commentaires montrent néanmoins l'importance d'un capital linguistique et culturel partagé. Il reste que l'anglais est la langue principale de travail de l'entreprise et la langue de communication avec les équipes de travailleurs anglophones.

Antoine travaille depuis longtemps pour cet entrepreneur en construction. Au début, dit sa femme, « le seul anglais qu'il savait c'était *yes* *pis* *no* ». Comme Henri, qui a fait d'ailleurs le même commentaire, Antoine a appris l'anglais sur le tas, au travail : pour ces travailleurs, l'anglais n'est pas perçu comme important, ce n'est pas une condition préalable à l'obtention d'un emploi. Pendant longtemps, Antoine a été régulièrement affecté à la construction de ponts au Nouveau-Brunswick. Toutefois, la crise économique ayant conduit à la fermeture de ces chantiers, l'entreprise qui l'embauchait a commencé à chercher des contrats ailleurs au Canada, dont dans les TNO. Le travail sur les sites des TNO rend cependant difficiles les retours périodiques au foyer familial entre les périodes de travail, contrairement aux sites néo-brunswickois.

Père et fils sont censés travailler quatre semaines et rentrer chez eux pendant deux semaines. Dans les faits, ils sont souvent appelés à rester six ou sept semaines sans rentrer. Antoine (comme bien d'autres travailleurs dans sa situation) dit que ça peut être dur, mais que l'argent gagné en surtemps est très intéressant et que, quand il est chez lui, il peut vraiment se consacrer à sa famille. De plus, la saison sur les chantiers s'étendant de mai à octobre, l'hiver on peut compter sur l'assurance-emploi, comme c'était le cas pour la pêche.

Le revenu d'Antoine permet à sa femme et à leur fille de rester à la maison, de payer les rénovations (ou dans le cas d'un des fils, l'achat d'un *mini-home*) et une voiture sport (d'autres travailleurs, surtout les *franco-mobiles* domiciliés en Alberta, reviennent avec de grosses camionnettes rouges ou s'en achètent chez eux). Les entreprises de construction ou de bricolage dans la péninsule, tout comme les vendeurs d'automobiles, réussissent donc bien économiquement grâce à cette clientèle. En vacances, Antoine et Manon prennent la voiture pour rendre visite à des membres de leur famille ayant quitté la région : à Hamilton pour la famille d'Antoine, à Fredericton pour la famille de Manon.

En fait, dans sa jeunesse, Manon avait décidé de profiter de cette famille éloignée pour faire une immersion en anglais. Contrairement à son mari, elle pensait que l'anglais serait important pour trouver un emploi. Ce fut le cas, car son emploi actuel, au département des ressources humaines d'une grande chaîne de détaillants de produits domestiques, nécessite le bilinguisme : l'anglais pour les communications avec le siège social ontarien, le français pour le marché francophone néo-brunswickois. Elle considère son emploi comme stable.

Manon trouve la séparation d'avec son mari difficile, mais essaie de profiter du temps avec sa fille et des activités culturelles sur place. Nous l'avons d'ailleurs rencontrée à un moment où le Congrès mondial acadien avait fait venir dans la

région plusieurs artistes et spectacles, ce qui a permis une panoplie d'activités⁵. Manon accepte la séparation en se disant que c'est pour une période limitée, le temps de mettre suffisamment d'argent de côté pour bien préparer la retraite. Ce genre de projet est caractéristique du discours de nombreux travailleurs mobiles et de leurs proches : l'histoire de la famille LeBlanc illustre non seulement l'imbrication de l'économie de la péninsule acadienne avec celle du nord-ouest canadien, mais aussi les différentes positions des hommes et des femmes dans cette économie. Le plus souvent, ce sont les hommes qui migrent au gré des emplois saisonniers dans le domaine de l'extraction des ressources naturelles, alors que les femmes occupent des emplois peu rémunérés mais stables dans l'économie des services de l'Est. Quand les femmes se déplacent vers l'Ouest, elles trouvent généralement des emplois dans les activités entourant la vie de chantier, parfois dans le secteur parapublic francophone.

Ces mêmes thèmes reviennent dans les histoires d'un groupe de travailleurs acadiens que nous avons rencontrés à Fort McMurray. Il s'agit de trois couples, originaires de la même région de la péninsule acadienne. Le garage où nous sommes accueillis est pourvu d'un frigo pour les boissons, de chaises confortables et d'un grand drapeau acadien que tous les visiteurs doivent signer. Ils nous expliquent comment ils en sont venus à s'installer en Alberta. Les hommes sont d'abord partis ensemble, deux d'entre eux travaillant « sur les chantiers », c'est-à-dire pour les gros producteurs de pétrole, et le troisième conduisant les autobus qui amènent les travailleurs de la ville sur les sites des chantiers, qui se situent de 15 à plus de 100 kilomètres au nord. Rapidement, les femmes sont venues les rejoindre. La femme du conducteur d'autobus conduit elle aussi des autobus pour la même entreprise, qui avait, à cette époque, le monopole sur le transport entre la ville et « les sites ». Les deux autres, Aline et Lisette, se tenaient compagnie au Nouveau-Brunswick, trouvant la distance et la situation financière de plus en plus difficiles. Lisette a donc rejoint son mari, avec leur fille, qu'elle a inscrite à l'école élémentaire de langue française de *Fort Mac*. Elle a d'abord trouvé un emploi de bureau au centre-ville. Espérant profiter de la forte croissance économique, elle a quitté cet emploi, mais au mauvais moment, quand cette croissance est devenue dépression. Elle a fini par dénicher un autre boulot, mais moins bien rémunéré, au sein d'un organisme francophone – organisme qui ferme ses portes trois ans plus tard, quand les fonds sont alloués à une autre clientèle cible (DAVELUY, 2011). Cependant, elle est contente que sa famille soit réunie et que leurs dettes soient payées. Quant à Aline, elle a rejoint son fiancé Jean-Paul et a suivi une formation d'échafaudreuse à Edmonton.

5. Le Congrès mondial acadien (CMA) a été lancé au début des années 1990 par un groupe de travailleurs acadiens établis dans l'Ouest, puis pris en charge par la Société nationale de l'Acadie dans l'Est. C'est un festival quinquennal qui vise à rassembler « tous les Acadiens de par le monde ». L'événement, axé avant tout sur les « réunions de famille », change à chaque fois de localité. Le CMA est soutenu par les agences gouvernementales en tant qu'événement qui a des retombées économiques et culturelles importantes. Notons que si le CMA a eu lieu dans la péninsule acadienne, c'est aussi que la région avait déjà mis sur pied un ensemble d'infrastructures touristiques et artistiques permettant l'accueil d'un événement de cette envergure.

Elle a trouvé un emploi dans une grande compagnie pétrolière, mais a rapidement été, à son grand regret, mutée à un poste de bureau (moins bien rémunéré que le travail de chantier).

Personne dans le groupe n'a l'intention de rester à *Fort Mac* pour la vie. Aline et Jean-Paul se sont mariés dans le village d'origine d'Aline, entourés par les quatre autres amis de *Fort Mac* et la famille et les amis de la région. Nous avons d'ailleurs croisé Aline, Jean-Paul, Lisette et son époux Ronald dans la péninsule acadienne quelques jours après notre conversation avec Manon, car comme elle, ils profitaient des activités du CMA. Aline et Jean-Paul avaient déjà, au moment de notre entretien, l'œil sur un terrain en Acadie qu'ils espéraient acheter pour construire la maison où ils comptaient déménager dans quelques années. Ce projet d'achat de terrain s'est entretemps réalisé : ils ont vendu leur maison de *Fort Mac* et sont retournés en Acadie. Jean-Paul a trouvé du travail dans la construction et la pêche au hareng, mais avec l'amélioration de la situation économique à *Fort Mac*, il pense y retourner, cette fois en mode pendulaire.

Déjà, dans le garage, Jean-Paul avait ri de son propre discours de projet « temporaire », disant que le vrai défi, c'est en fait de mettre un terme à ce style de vie. Il avait expliqué comment les projets de deux ans deviennent des projets de cinq ans, ensuite de dix, puis de vingt⁶. Même si Jean-Paul et Aline avaient acheté une maison à *Fort Mac*, c'était en vue d'économiser pour le retour au Nouveau-Brunswick, où allait déjà une part importante de leurs ressources, comme c'était aussi le cas pour leurs amis. L'achat de cette maison leur permettait aussi de répondre aux pressions conjuguées de la municipalité de Fort McMurray (Wood Buffalo) et du gouvernement albertain, qui incitaient les travailleurs à s'installer sur place afin de mieux quantifier la population de la région. L'industrie privilégie aussi les travailleurs ayant une adresse à *Fort Mac* ou en Alberta.

C'est surtout par le biais de Lisette et de sa fille, scolarisée en français, que ce groupe renforce l'idée d'une communauté francophone à *Fort Mac* – qui possède une école, un centre communautaire lié au réseau de l'Association canadienne-française de l'Alberta, un service pour chercheurs d'emploi, mais ni église, ni services de santé. Ces institutions ont été fondées sur la prémisse que, parmi les travailleurs venant à *Fort Mac*, se trouve un grand nombre de francophones de l'Est. Mais les conditions de travail des autres membres du groupe rendent difficile leur participation au réseau francophone : leur quart de travail est long, le trajet pour s'y rendre aussi, le surtemps est fréquent et le travail lui-même épuisant. Les rencontres de couple ou de famille sont limitées aux brefs moments entre la douche et le souper, au moment du retour à la maison, et le coucher. Leur réseau francophone, c'est le garage d'Aline et de Jean-Paul et les liens avec leur milieu d'origine.

6. *Highway 63 : the Fort Mac Show*, une pièce de théâtre sur les travailleurs de *Fort Mac*, offre une scène où un conducteur de « gros truck » vieillit devant nos yeux en nous disant qu'il va rentrer chez lui très bientôt (BEATY *et al.*, 2009).

Dans le même temps, l'identification à la catégorie francophone demeure pertinente au sein de la diversité des origines des travailleurs des chantiers. Jean-Paul (comme Henri) porte le drapeau acadien sur son casque de travail, ce qui le distingue d'autres porteurs de drapeau-sur-casque, notamment les Terre-Neuviens. Les différences ethnoculturelles organisent aussi les rapports de travail, et fluctuent en fonction de la pertinence de diverses formes de conflit d'intérêts (notamment à l'égard des « verts » – les écolos – et des travailleurs étrangers temporaires).

On peut dire la même chose d'Antoine et de ses fils. Tous importent, dans un sens, un milieu francophone aux TNO et en Alberta, mais cette forme de francophonie est plus complexe que celle imaginée par le réseau institutionnel et échappe aux mesures habituelles de vitalité communautaire : les Henri, Antoine, Jean-Paul et Aline sont pour la plupart absents de ces institutions, même si ce sont eux qui en justifient l'existence, même si leurs réseaux se recoupent et même s'ils sont imbriqués dans la circulation de ressources nécessaires à la reproduction de la francophonie officielle.

En fait, cette dynamique s'insère dans une longue histoire. Les formes de mobilité dont nous avons témoigné sont en continuité avec celle des francophones en Amérique du Nord depuis longtemps, et s'expliquent en fonction du rôle de ces derniers dans l'économie à l'échelle du continent. Si la mobilité se dirige aujourd'hui davantage vers l'Ouest et le Nord, elle s'inscrit directement en continuité avec celle qui, dans le passé, a amené les francophones en Ontario et aux États-Unis, ou simplement en ville, comme nous allons le voir plus en détail dans la section suivante.

LA DIMENSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA MOBILITÉ DES FRANCOPHONES CANADIENS

Comme PORTER (1965) l'a montré, la catégorisation ethnique est utilisée, au Canada comme ailleurs, pour justifier l'inscription de certains groupes dans des positions spécifiques dans l'organisation socioéconomique du pays (voir aussi ARTEAGA, 1994 sur le cantonnement des hispanophones américains dans la catégorie des travailleurs temporaires aux États-Unis). En utilisant la culture pour construire et reproduire l'inégalité, on porte moins attention à la distribution inéquitable des ressources : cela permet de plutôt fournir une explication basée sur les qualités des travailleurs eux-mêmes et de masquer les enjeux de redistribution par des enjeux de reconnaissance.

Être « francophone » a ainsi longtemps signifié, au Canada, faire partie d'une main-d'œuvre mobile, saisonnière et temporaire. Les francophones ont en effet toujours participé à l'économie d'extraction des matières premières, puis à l'industrie.

L'expansion de l'industrie lourde à la fin du 19^e siècle et pendant une bonne partie du 20^e siècle a ainsi absorbé une partie de cette population, qui s'est ensuite déplacée vers les usines textiles et les autres industries manufacturières du Québec, de l'Ontario et des États-Unis (FRENETTE, 1998; JOHNSON, 1999; ROBY, 2000; TAKAI,

2008). L'expansion des infrastructures urbaines et de transport a absorbé au fur et à mesure une autre partie de ces effectifs francophones : on peut penser à la construction, à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles, du chemin de fer à travers le nord de l'Ontario, qui a donné naissance à un chapelet de villes et de villages fondés par des travailleurs québécois, ou aujourd'hui aux infrastructures en construction entre Hay River, Yellowknife et le fleuve Mackenzie, dans les TNO. Enfin, le secteur primaire lui-même absorbe une bonne partie de cette population francophone mobile, avec ses mines et chantiers qui s'ouvrent, sont exploités, s'épuisent et ferment selon la disponibilité de la ressource et sa valeur sur les marchés mondiaux : hier, l'or à Timmins, aujourd'hui, les sables bitumineux à Fort McMurray.

Les conditions économiques de l'existence de cette catégorie sociale « francophone canadien » impliquent une mobilité potentielle de ces travailleurs dès l'origine. Cette mobilité repose sur un surplus de main-d'œuvre impossible à intégrer dans l'économie agricole traditionnelle (RAMIREZ, 1991). Dans un contexte où la fécondité est valorisée par l'Église catholique et justifiée par les institutions, la forte croissance de la population qui s'ensuit conduit au départ d'une partie de la population à la recherche d'un emploi. Si le taux de natalité est aujourd'hui en chute, les restructurations de l'économie industrielle font en sorte que l'exportation de la main-d'œuvre francophone se perpétue néanmoins.

Par ailleurs, les francophones du Canada participent à une économie d'extraction de type clairement colonial (WOLF, 1982; HARRIS, 2008). Ils forment, avec les Terre-Neuviens et les gens du Cap Breton en particulier, une réserve de main-d'œuvre au sein de l'économie canadienne, voire nord-américaine, et se distinguent entre eux sur place, comme nous l'avons vu, par le port de drapeaux sur les casques, voire sur les voitures ou les balcons, ou... dans les garages. Actuellement, ils entrent en compétition avec des travailleurs provenant d'autres parties du monde, par exemple des Philippines ou de Taiwan, dans le cadre du programme fédéral de recrutement de travailleurs temporaires étrangers (SONNTAG, 2006).

En tant que main-d'œuvre de réserve, les francophones demeurent disponibles pour suivre les déplacements requis par une économie basée sur l'extraction de toutes les matières premières ayant une valeur sur le marché mondial, de la morue au diamant, en passant par le bois et le pétrole, leur transformation industrielle, la construction des infrastructures nécessaires pour ces activités et, de plus en plus, les services connexes. L'industrie et les services continuent actuellement à se déplacer et à se flexibiliser. On continue donc de faire appel aux travailleurs, on les forme, on les embauche et on les renvoie. Cependant, le travail saisonnier est la plupart du temps pendulaire et de plus en plus temporaire.

Historiquement, outre les explications démographiques et économiques, c'est le concept intériorisé chez les francophones d'une supériorité spirituelle qui passe par une relative pauvreté matérielle qui peut rendre compte de leur surreprésentation dans les rangs de la classe ouvrière et en fait une collectivité mobilisable. Pensons à l'exemple du réseau de familles employées par une entreprise textile à Montmorency (Québec) puis recrutées dans les années 1920 pour une filiale de la même entreprise ouverte à Welland, dans le sud de l'Ontario (LAPOINTE, POULIN

et THÉRIAULT, 1988), ou aux Québécois recrutés à la fin du 19^e siècle pour travailler dans une usine de fabrication de poussettes à Toronto (TRUELLE et FORTIER, 1987). Dans les deux cas, le réseau s'est reconstitué autour d'une paroisse, dans un quartier résidentiel bien précis (voir aussi MAXWELL, 1977). Nous en trouvons maints exemples dans les migrations entre l'est du Canada et la Nouvelle-Angleterre ou le Michigan (FRENETTE, MARTEL et WILLIS, 2006) ou dans la littérature (notamment dans le roman emblématique du Canada français de HÉMON, *Maria Chapdelaine*, paru en 1916). Pensons aussi à l'exemple fourni par MORISSONNEAU (1978) des colons des Pays d'en Haut au Québec du début du 20^e siècle, ou à la municipalité de Jean-Côté dans le nord de l'Alberta qui a été fondée en 1953 par un contingent de villageois et de villageoises du Lac-Saint-Jean.

La construction d'un marché francophone, qui a facilité la mobilité socioéconomique d'une proportion importante de francophones, a en effet créé un espace où l'on a envisagé la reproduction de cette francophonie, en fournissant des emplois de cols blancs pour une population qui est par ailleurs mobile. D'un côté, les réseaux sociaux (parenté, amitié, etc.) définis par la francité facilitent le déplacement pour des emplois où paradoxalement *Frenchie* est une catégorie de travailleur mais où la francité n'a aucune valeur directe pour le travail lui-même. De l'autre, le réseau institutionnel francophone construit ou facilite la mobilité pour des francophones qui tirent profit de leur francité pour accéder à d'autres ressources (dont des emplois). Les deux sont nécessaires pour la reproduction des bastions traditionnels de la francophonie nord-américaine.

LES ENJEUX ACTUELS D'UNE CONCEPTION DE LA FRANCOPHONIE FONDÉE SUR LA SÉDENTARITÉ

Le travail des *mobiles* a fourni les ressources nécessaires à la reproduction de leur milieu d'origine ou à la construction de nouvelles communautés francophones. À Welland comme à Toronto, l'existence de ces populations a servi de base aux revendications qui ont permis l'émergence d'un réseau institutionnel francophone qui fournit des emplois à d'autres francophones. De la paroisse, on passe à l'école, aux compagnies d'assurances, parfois aux coopératives, aux clubs de bienfaisance, voire aux commanderies de la société secrète de l'Ordre de Jacques Cartier, vouée à l'avancement collectif des Canadiens français (ALLAIRE, 2004; LALIBERTÉ, 1983; McLAUGHLIN et HELLER, 2011). On reproduit et on étend ainsi une élite religieuse et professionnelle (HELLER, 2003).

De plus, avec l'expansion économique liée à la Seconde guerre mondiale, la nouvelle classe moyenne commence elle aussi à prendre la route, avec des effets similaires (MARQUIS, 2010), s'ajoutant aux travailleurs qui continuent eux-aussi à se déplacer, comme nous l'avons vu précédemment. MAXWELL (1977) a, par exemple, étudié l'arrivée de Québécois professionnels et scolarisés dans le centre financier en expansion qu'est alors Toronto. Le réseau institutionnel francophone qu'ils ont créé a suscité la mobilité d'encore davantage de professionnels francophones, embauchés notamment dans les écoles. Le processus déclenché par le boum économique de l'après-guerre et l'expansion vers l'ouest de l'économie canadienne amène ainsi

toujours plus de francophones dans le secteur privé, parfois d'ailleurs davantage que ce dont ce secteur a besoin (HELLER, 2011). Cependant, au lieu de « s'assimiler », les francophones continuent à alimenter écoles, associations de bienfaisance, paroisses et médias. Peuvent s'instaurer d'ailleurs des tensions « de classe » entre les travailleurs, pour qui nous avons vu que l'identité était un principe d'organisation sociale mais pas un atout sur le marché du travail, et la classe moyenne, pour qui l'identité est un capital de distinction, voire souvent la source de leur emploi.

Ajoutons à ce portrait les séquelles de la Révolution tranquille et la réaction du gouvernement fédéral canadien sous forme d'appui aux collectivités de langue française. On voit alors émerger un réseau impressionnant d'agences gouvernementales et paragouvernementales et d'associations sociales et culturelles à travers le pays. Ces institutions, qui remplacent l'Église comme visage public de la francophonie canadienne, ont embauché et embauchent encore fonctionnaires, animateurs, agents culturels et autres, qui deviennent en quelque sorte des francophones professionnels et dont la pérennité dépend de leur capacité à démontrer l'existence d'une population ayant besoin de leurs services.

Ce défi de la construction de l'image d'une communauté « normale » est renforcé par la crise économique des années 1980, qui a vu s'effondrer ou se déplacer le genre d'activité d'extraction ou de transformation qui a servi de base à la marginalisation économique de la francophonie canadienne, mais aussi à sa construction identitaire, à ses revendications politiques et à ses gains institutionnels. L'épuisement des stocks de poissons de fond ou de certaines mines, les difficultés du secteur des produits forestiers sur le marché mondial ou la délocalisation industrielle sont autant de phénomènes qui caractérisent la mondialisation et l'émergence de nouvelles formes du capitalisme (CASTELLS, 2000; HARVEY, 2005).

Les Canadiens français n'ont pas été les seuls à ressentir les effets de cette nouvelle économie, étant donné la nature mondialisée du processus : ils partagent ce positionnement avec d'autres minorités ethnolinguistiques ou ethnoculturelles ayant vécu un processus similaire, par exemple les Bretons ou les Gallois en Europe (HECHTER, 1975). Comme eux, ils ont réagi de deux manières différentes mais interreliées : d'une part, les travailleurs eux-mêmes suivent la localisation changeante des activités d'extraction (pour le Canada, il s'agit surtout de l'Alberta et des TNO, même si certaines sociétés minières se retrouvent aussi en Amérique latine), poursuivant en cela comme nous l'avons vu un long processus historique et, d'autre part, les familles tentent de trouver une nouvelle base économique dans leur région d'origine.

Cette nouvelle base relève souvent de l'un des secteurs tertiaires en émergence dans la nouvelle économie mondialisée. Les minorités valorisent en effet économiquement leur identité, par exemple dans le tourisme patrimonial ou culturel, ou les biens culturels ou identitaires (productions artistiques, produits du terroir, etc.) (BUDACH *et al.*, 2007; DUCHÊNE et HELLER, 2012; MOÏSE *et al.*, 2006; PUJOLAR et JONES, 2012). Elles valorisent également de plus en plus leur bilinguisme, par exemple dans les centres d'appel, même si aujourd'hui elles sont en concurrence avec les travailleurs de l'Inde, du fait de la délocalisation de ces centres d'appel

(COWIE, 2007; SONNTAG, 2006). Ces secteurs fournissent le plus souvent des emplois aux femmes, et les tensions entre formes normées et formes vernaculaires de la culture et de la langue demeurent entières (CAMERON, 2001). Ces emplois s'ajoutent au réseau d'emplois déjà établi par les institutions sociales et culturelles où la francité devient pertinente, tout en ajoutant à leur tour de nouveaux éléments de mobilité (touristes, circulation de biens, nouveaux moyens de communication).

MAINTIEN DE LA TENSION ENTRE SÉDENTARITÉ ET MOBILITÉ

La mobilité géographique des francophones est de plus en plus difficile à ignorer. Le régime politique sur lequel s'est appuyée, depuis les années 1970, l'institutionnalisation de la francophonie canadienne rencontre aujourd'hui les limites de l'idéologie de la sédentarisation. Nous avons vu que, d'une part, l'économie industrielle, qui avait paradoxalement abouti à une certaine sédentarisation des francophones, connaît d'importantes restructurations. D'autre part, les nouvelles conditions d'une économie capitaliste mondialisée font appel à une plus forte circulation des biens, des services, des identités et des travailleurs.

La « vieille » et la « nouvelle » économies se croisent ainsi dans l'espace francophone au Canada. Certains (et, de plus en plus, certaines) continuent à chercher fortune sur les chantiers d'exploitation des matières premières. Par exemple, un sondage réalisé au printemps 2011 à l'aéroport de Bathurst, dans le nord du Nouveau-Brunswick, a révélé que la destination la plus populaire des passagers était Fort McMurray⁷. Dans la région, les aéroports de Bathurst et de Charlo offrent depuis l'automne 2012 des vols vers Wabush, au Labrador, où s'ouvrent de nouveaux chantiers d'extraction de minerai de fer. Dans le même temps, on essaie de rentabiliser les aéroports locaux pour attirer les touristes ou développer les infrastructures pour des entreprises de la nouvelle économie (essentiellement les centres d'appel pour le Nouveau-Brunswick). Les arts et la culture acadiens fleurissent au Nouveau-Brunswick et ils sont exportés au Québec, en France ou en Louisiane, avec l'appui d'un programme de développement économique proposé par la Société nationale de l'Acadie (SNA) et soutenus par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) ainsi qu'à partir d'une stratégie de promotion institutionnalisée (la SPAASI, Stratégie de promotion des artistes acadiens sur la scène internationale).

Les conditions actuelles favorisent ainsi un certain cosmopolitisme, qui attire la classe moyenne, et les francophones canadiens commencent à intégrer positivement la mobilité d'aujourd'hui à la construction de leur image. Ils y voient une bonne stratégie pour accumuler les ressources (dont la maîtrise de la langue

7. Avec presque 27 % des passagers qui s'y rendaient. Cette destination était suivie de Montréal (20 %) et Toronto (16 %) voir [<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2011/08/31/003-travailleurs-bathurst-nb-alberta.shtml>], consulté le 31 août 2011.

anglaise et le réseautage) et les expériences utiles, en une ère de mondialisation qui touche même le milieu associatif⁸.

Il existe donc deux formes contrastées de mobilité. L'une, valorisée aujourd'hui par les leaders francophones, fait la promotion des produits identitaires francophones ou l'acquisition d'un capital culturel cosmopolite, ce qui assure la visibilité et la pérennité du projet nationaliste francophone. L'autre continue à leur poser plutôt problème : c'est la mobilité des travailleurs vers les chantiers industriels émergents qui, quoique fiers d'afficher par exemple le drapeau acadien sur leurs casques, ne participent pas ou très peu aux services offerts par les institutions francophones.

En fait, la tension entre mobilité et sédentarité demeure entière, avec des conséquences réelles et concrètes autant pour ceux et celles qui profitent de la sédentarité fictive (par exemple, ceux et celles qui travaillent dans les institutions de la francophonie ou dont la position dans les structures associatives ou gouvernementales est rendue légitime) que pour ceux et celles qui n'en profitent pas (les exclus de ces structures mais dont la présence est nécessaire pour leur fonctionnement). On peut en dire autant en ce qui concerne la mobilité dont certains et certaines profitent (pour obtenir de l'expérience, de l'argent, des ressources linguistiques) et d'autres pas (les institutions qui ne peuvent pas composer avec une population instable, les individus qui doivent endurer la séparation familiale, le stress des déplacements et de la précarité).

POUR UNE RECONNAISSANCE DE LA MOBILITÉ

Nous avons vu que le discours dominant à propos de la francophonie canadienne ne tient pas compte de cette complexité, se focalisant plutôt sur la notion de « vitalité » d'une collectivité ancrée dans un territoire. En fait, le cadre politique actuel peut difficilement en tenir compte s'il veut assurer sa reproduction, car la mobilité s'érige en tant que problème ou obstacle à cette « vitalité » ou cette « normalité » des collectivités. Il est pourtant important de reconnaître le rôle de la mobilité, afin de reconnaître le rôle des *mobiles*, de bien analyser les rapports de différences et d'inégalités où la francité joue un rôle central, et de rappeler que le rayonnement de la francophonie au Canada s'est toujours appuyé sur des conditions socioéconomiques changeantes.

Même si notre époque est caractérisée par une modernité dite « tardive » (GIDDENS, 1990), sa logique opère toujours, modifiant les tensions entre sédentarité et mobilité mais ne les effaçant point. On commence d'ailleurs à intégrer davantage

8. Par exemple, la Commission jeunesse de la SNA adopte une stratégie de mobilité jeunesse visant à envoyer des stagiaires acadiens dans différentes régions du monde afin de développer l'acquisition d'habiletés en réseautage ainsi que le réseautage lui-même. Cette stratégie aboutit à la fondation, à l'automne 2012, de l'Office de la mobilité internationale en Acadie OMIA [<http://www.snacadie.org/index.php/omiacadieorg>], consulté le 21 décembre 2012.

les facteurs liés à la mobilité dans l'analyse de la nouvelle économie mondialisée et de ses flux (APPADURAI, 1996; HANNERZ, 2003; INDA et ROSALDO, 2002; KEARNEY, 2004) et plus fondamentalement des processus sociaux actuels (voir par exemple le « *new mobility paradigm* » de SELLER et URRY, 2006).

Certains auteurs insistent sur l'importance de changer de perspective pour mieux saisir les nouveaux processus qui ébranlent l'image dominante d'une stabilité et d'une sédentarité associée à l'émergence de l'État-nation. Or l'État-nation n'a jamais été stable, mais fondé sur plusieurs formes de mobilité, notamment celles associées au colonialisme. En adoptant l'image dominante d'une nation stable et enracinée pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de vie, les francophones du Canada ont ainsi contribué à la dévalorisation de la mobilité, qui est pourtant selon nous l'un des éléments constitutifs de leur identité. Ils ont également contribué à la reproduction des inégalités, puisque pour avoir accès aux ressources distribuées par les institutions, il leur faut mobiliser le capital symbolique et matériel lié à une mise en scène de la sédentarité.

La mobilité actuelle est le prolongement de processus enclenchés dès les débuts de l'histoire coloniale de l'Amérique du Nord. Nous avons décrit dans cet article l'ancrage historique des formes actuelles de catégorisation et de stratification sociales et leur degré de modification, ainsi que les raisons pour lesquelles la mobilité est encore majoritairement considérée comme un problème, quand elle n'est pas totalement effacée du discours public.

Il s'agit donc de changer de point de vue, pour trouver un cadre qui englobe et explique à la fois la reproduction du concept de vitalité et sa lutte permanente face à la mobilité. Dans cette perspective, l'utilisation de la notion de vitalité peut être comprise comme un instrument de gouvernance destiné à construire une certaine idée de la francité nord-américaine. Elle relève d'une tentative de gérer, par les élites, les tensions entre un marché de l'emploi axé sur la mobilité des travailleurs, des compétences, des produits, des identités et des consommateurs et une quête continue de légitimité au sein de l'État canadien, voire sur une scène mondiale encore dominée par l'idéologie de l'État-nation. Dans le même temps, les exigences du nouveau capitalisme affaiblissent les possibilités de neutralisation traditionnelles des tensions intrinsèques entre sédentarité et mobilité, ce qui risque de dissoudre la légitimité des discours et des conceptions d'une francophonie canadienne fondée exclusivement sur la sédentarité.

Monica HELLER

CREFO, OISE,
Université de Toronto.
monica.heller@utoronto.ca

Lindsay BELL

Memorial University.
lindsay.bell@mun.ca

Michelle DAVELUY

Département d'anthropologie,
Université Laval.
michelle.daveluy@ant.ulaval.ca

Hubert NOËL

Département d'études françaises,
Université de Moncton.
ubertnoel@gmail.com

Mireille McLAUGHLIN

Département de sociologie et d'anthropologie,
Université d'Ottawa.
mireille.mclaughlin@uottawa.ca

BIBLIOGRAPHIE

ALLAIRE, Gratien

2004 « Le Triangle canadien-français au tournant des années 60. Le Conseil de la vie française en Amérique, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques Cartier », *Francophonies d'Amérique*, 17 : 108-117.

APPADURAI, Arjun

1996 *Modernity at Large: Cultural Dimensions Of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

ARACIL, Lluís

1982 *Papers de sociolingüística*, Barcelona, Edicions de la Magrana.

ARTEAGA, Alfred (dir.)

1994 *An Other Tongue: Nation and Ethnicity in the Linguistic Borderlands*, Durham, Duke University Press.

BEATY, Georgina, Charlotte CORBEIL-COLEMAN, Layne COLEMAN, Greg GALE et Jonathan SEINEN

2009 *Highway 63 : The Fort Mac Show*, Toronto, Architect Theatre.

BERNARD, Roger

1991 *Le travail et l'espoir : migration, développement économique et mobilité sociale, Québec/Ontario, 1900-1985*, Hearst, Le Nordir.

BRETON, Raymond

1964 « Institutional completeness of ethnic communities and the personal relations of immigrants », *American Journal of Sociology*, 70 : 193-205.

1984 « The production and allocation of symbolic resources : An analysis of the linguistic and ethnocultural fields in Canada », *Canadian Journal of Sociology and Anthropology*, 21, 2 : 123-144.

BUDACH, Gabriele, Alexandre DUCHÊNE, Claudine MOÏSE et Mary RICHARDS

2007 « Bison, feuille d'érable et fleur de lys au Canada : les stéréotypes existent-ils toujours? », dans : Henri BOYER (dir.), *Stéréotypage, stereotypes, fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Paris, L'Harmattan, p. 29-45.

CAMERON, Deborah

2001 *Good to Talk?*, Londres, Sage.

CARDINAL, Linda et Eloísa González HIDALGO

- 2012 « L'autonomie des minorités francophones hors Québec au regard du débat sur les minorités nationales et les minorités ethniques », *Minorités linguistiques et sociétés*, 1 : 51-65.

CARDINAL, Linda et Marie-Ève HUDON

- 2001 *The Governance of Canada's Official Language Minorities*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.

CASTELLS, Manuel

- 2000 *The Information Age : Economy, Society and Culture*, Oxford, Blackwell.

COWIE, Claire

- 2007 « The accents of outsourcing : The meanings of 'neutral' in the Indian call centre industry », *World Englishes*, 26, 3 : 316-330.

DAVELUY, Michelle

- 2008 « Language, mobility, and (in)security : A journey through francophone Canada », dans : Naomi NAGY et Miriam MEYERHOFF (dir.), *Social Lives in Language - Socio-Linguistics and Multilingual Speech Communities: Celebrating the Work of Gillian Sankoff*, Benjamins, p. 27-42.

- 2011 « La cohabitation des franco-mobiles dans le nord de l'Alberta », conférence dans le cadre de la série *Cultures, subjectivités, espace public*, CELAT (Centre d'études sur la langue, les arts et les traditions), Québec, Université Laval.

DUCHÊNE, Alexandre

- 2008 *Ideologies Across Nations: The Construction of Linguistic Minorities at the United Nations*, Berlin et New York, Mouton de Gruyter.

DUCHÊNE, Alexandre et Monica HELLER (dir.)

- 2012 *Language in Late Capitalism : Pride and Profit*, New York, Routledge.

Fédération franco-ténoise (FFT)

- 2002 *Bâtir un pays – Planification 2002-2005 en matière de développement économique de la collectivité francophone des Territoires du Nord-Ouest*, Yellowknife, FFT.

FORGUES, Éric

- 2007 « The Canadian state and the empowerment of the francophone minority communities regarding their economic development », *International Journal of the Sociology of Language*, 185 : 163-186.

- 2010 « Autonomie, vitalité et identité des communautés en situation minoritaire : Proposition d'un cadre conceptuel », *International Journal of Canadian Studies / Revue internationale d'études canadiennes*, 42 : 183-206.

FOUCAULT, Michel

- 2004 *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France 1977-1978*, Paris, Seuil.

FRENETTE, Yves

- 1998 *Breve histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal.

FRENETTE, Yves, Marcel MARTEL et John WILLIS (dir.)

- 2006 *Envoyer et recevoir : lettres et correspondances dans les diasporas francophones*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

- GAL, Susan
 1995 « Lost in a Slavic sea : Linguistic theories and expert knowledge in 19th century Hungary », *Pragmatics*, 5, 2 : 155-166.
- GIDDENS, Anthony
 1990 *The Consequences of Modernity*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press.
- GORDON, Colin
 1991 « Governmental rationality: an introduction » dans : Graham BURCHELL, Colin GORDON et Peter MILLER (dir.), *The Foucault Effect. Studies in Governmentality*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 1-51.
- HANNERZ, Ulf
 2003 « On being there . . . and there . . . and there! Reflections on multi-site ethnography », *Ethnography*, 4, 2 : 201-216.
- HAQUE, Eve
 2012 *Multiculturalism Within a Bilingual Framework: Language, Race, and Belonging in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- HARRIS, Cole
 2008 *The Reluctant Land. Society, Space and Environment in Canada Before Confederation*, Vancouver, UBC Press.
- HARVEY, David
 2005 *The New Imperialism. Clarendon Lectures in Geography and Environmental Studies*, New York, Oxford University Press.
- HECHTER, Michael
 1975 *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development 1536-1966*, Berkeley, University of California Press.
- HELLER, Monica
 2003 « La Patente : l'embryon de la modernisation », dans : Monica HELLER et Normand LABRIE (dir.), *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Fernelmont, BE, EME, p. 147-176.
 2005 « Une approche sociolinguistique à l'urbanité », *Revue de l'Université de Moncton*, 36, 1 : 321-346.
 2011 *Paths to Post-Nationalism: A Critical Ethnography of Language and Identity*, Oxford et New York, Oxford University Press.
- HÉMON, Louis
 1916 *Maria Chapdelaine. Récit du Canada français*, Montréal, J.-A. Lefèvre.
- HOBBSBAWM, Eric
 1990 *Nations And Nationalism Since 1760*, Cambridge, Cambridge University Press.
- INDA, Jonathan et Renato ROSALDO (dir.)
 2002 *The Anthropology of Globalization : A Reader*, Oxford, Blackwell.
- JAFFE, Alexandra
 1999 *Ideologies in Action : Language Politics on Corsica*, Berlin, Mouton de Gruyter.

JOHNSON, Derek

1999 « Merchants, the State, and the household: Continuity and change in a 20th century Acadian fishing village », *Acadiensis*, 39, 1 : 57-75.

KEARNEY, Michael

2004 *Changing Fields of Anthropology: From Local To Global*, Lanham, MD, Rowman and Littlefield.

KERTZER, David et Dominique AREL (dir.)

2002 *Census and Identity: The Politics of Race, Ethnicity, and Language in National Censuses*, Cambridge, Cambridge University Press.

LALIBERTÉ, G.-Raymond

1983 *Une société secrète : L'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, HMH Hurtubise.

LANDRY, Rodrigue et Réal ALLARD

1996 « Vitalité ethno-linguistique : une perspective dans l'étude de la francophonie canadienne », dans : Jürgen ERFURT (dir.), *De la polyphonie à la symphonie. Méthodes, théories et faits de la recherche pluridisciplinaire sur le français du Canada*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, p. 61-87.

LAPOINTE, Jean, R. POULIN et J.-Yvon THÉRIAULT

1988 *La minorité francophone de Welland et ses rapports avec les institutions*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.

MARQUIS, Greg

2010 « Confederation's casualties: The 'Maritimer' as a problem in 1960s Toronto », *Acadiensis*, 32, 1 : 83-107.

MARTEL, Marcel

2003 « Le débat autour de l'existence et de la disparition du Canada français : État des lieux », dans : Simon LANGLOIS et Jocelyn LÉTOURNEAU (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 129-145.

MAXWELL, Thomas R.

1977 *The Invisible French: The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, Canada, Wilfrid Laurier University Press.

McDONALD, Marion

1989 *We Are Not French*, Londres, Routledge.

McLAUGHLIN, Mireille

2012 « Par la brèche de la culture : le Canada français et le virage culturel de l'État canadien », *Revue internationale d'études canadiennes*, 45 : 141-161.

2013 « What makes art Acadian? », dans : Sari PIETIKÄINEN and Helen KELLY-HOLMES (dir.), *Multilingualism and the Periphery*, Oxford, Oxford University Press, p. 35-54.

McLAUGHLIN, Mireille et Monica HELLER

2011 « 'Dieu et patrie' : idéologies du genre, de la langue et de la nation au Canada français », dans : Alexandre DUCHÊNE et Claudine MOÏSE (dir.), *Langage, genre et sexualité*, Québec, Nota bene, p. 253-274.

- MOÏSE, Claudine, Mireille McLAUGHLIN, Sylvie ROY et Chantal WHITE
 2006 « Le tourisme patrimonial : la commercialisation de l'identité franco-canadienne et ses enjeux langagiers », *Langage et société*, 118 : 85-108.
- MORISSONNEAU, Christian
 1978 *La Terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, HMH Hurtubise.
- PORTER, John
 1965 *The Vertical Mosaic: An Analysis of Class and Power*, Toronto, University of Toronto Press.
- PUJOLAR, Joan et Kathryn JONES
 2012 « Literary tourism: New appropriations of landscape territory in Catalonia », dans : Alexandre DUCHÊNE et Monica HELLER (dir.), *Language in late capitalism: Pride and profit*, Londres, Routledge, p. 144-179.
- RAMIREZ, Bruno
 1991 *On the Move: French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland and Stewart.
- ROBINEAU, Anne, Christophe TRAISNEL, Éric FORGUES, Josée GUIGNARD NOËL et Rodrigue LANDRY
 2010 *La francophonie boréale. La vitalité des communautés francophones dans les territoires*, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICR-ML).
- ROBY, Yves
 2000 *Les Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre : rêves et réalités*, Sillery, Québec, Septentrion.
- SCOTT, James
 1998 *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press.
- SHELLER, Mimi et John URRY
 2006 « The new mobilities paradigm », *Environment and Planning*, 38, 2 : 207-226.
- SILVA, Emanuel da, et Monica HELLER
 2009 « From protector to producer: The role of the State in the discursive shift from minority rights to economic development », *Language Policy*, 8, 2 : 95-116.
- SILVERSTEIN, Michael
 1996 « Monoglot 'standard' in America: Standardization and metaphors of linguistic hegemony », dans : Donald BRENNEIS et Ronald MACAULAY (dir.), *The Matrix of Language: Contemporary Linguistic Anthropology*, Boulder, CO, Westview Press, p. 284-306.
- Société Radio-Canada (SRC)
 2011 « Le nombre de Néo-brunswickois travaillant dans l'Ouest reste élevé », [<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2011/08/31/003-travaill-leurs-bathurst-nb-alberta.shtml>], consulté le 31 août 2011.
- SONNTAG, Selma
 2006 « Appropriating identity or cultivating capital? Global English in offshoring industries », *Anthropology of Work Review*, 26, 1 : 13-19.

TAKAI, Yukari

2008 *Gendered Passages: French-Canadian Migration to Lowell, Massachusetts, 1900-1920*, New York, Peter Lang.

THERIAULT, Joseph-Yvon

1994 « Entre la nation et l'ethnie : sociologie, société et communautés minoritaires francophones », *Sociologie et sociétés*, 26, 1 : 15-32.

THÉRIAULT, Joseph-Yvon et E.-Martin MEUNIER

2008 « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans : Joseph-Yvon THÉRIAULT, Anne GILBERT, et Linda CARDINAL (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, Montréal, Fides, p. 205-240.

TRUELLE, Clément et Pierre FORTIER

1987 *Toronto se raconte. La paroisse de Sacré-Coeur*, Toronto, Société d'histoire de Toronto.

URLA, Jacqueline

1993 « Cultural politics in an age of statistics: Numbers, nations, and the making of Basque identity », *American Ethnologist*, 20, 1 : 818-843.

WILLIAMS, Raymond

1973 *The Country and the City*, Londres, Chatto and Windus.

WOLF, Eric

1982 *Europe and the People Without History*, Berkeley, University of California Press.